

# Le DROIT OUVRIER

**DROIT DU TRAVAIL - PRUD'HOMIE - SÉCURITÉ SOCIALE**

## Sommaire

### DOCTRINE

**Francis Saramito** : Négociation collective : les droits des organisations syndicales de salariés non-signataires.

### DOCUMENTS

Circulaire du 18 avril 2002 instaurant un document relatif à l'évaluation des risques pour la santé et la sécurité des travailleurs (première partie).

### JURISPRUDENCE

*Voir notamment :*

La rupture anticipée du contrat d'apprentissage par l'employeur.

**Conseil de prud'hommes de Reims (référé) 9 juillet 2002** - Note Michel Tanner (p. 17)

Les partenaires sociaux ne peuvent instaurer par voie conventionnelle une prescription plus courte que celle résultant de l'application du droit commun (à propos de la convention d'assurance-chômage).

**Cour d'appel de Lyon (6<sup>ème</sup> ch.) 13 février 2002** (p. 18)

Le taux de fréquence des accidents de travail constitue un élément licite dans la formule de calcul de l'intéressement des salariés.

**Cour de cassation (Ch. Soc.) 24 septembre 2002** - Note Daniel Boulmier (p. 20)

Le reclassement de l'agent public inapte à ses fonctions : un nouveau principe général du droit.

**Conseil d'Etat (7<sup>e</sup> et 5<sup>e</sup> ss-sect.) 2 octobre 2002** - Note Franck Héas (p. 23)

La réintégration, par le Juge des référés, du salarié gréviste licencié en l'absence de faute lourde.

**Conseil de prud'hommes de Charleville-Mézières (Référé - Départage) 22 novembre 2002** (p. 28)

L'acceptation par le salarié d'une offre de départ en retraite anticipée dans le cadre d'un plan social ne lui ouvre pas droit à l'indemnité conventionnelle de licenciement.

**Cour de cassation (Ch. Soc.) 25 juin 2002** (p. 30)

### CHRONIQUES JURISPRUDENTIELLES

Arrêts récents de la Cour de Cassation résumés par **Marie-France Bied-Charreton** (pages 3 et 4 de la couverture).



# Table des Matières

JANVIER 2003

## Doctrine :

Négociation collective : les droits des organisations syndicales de salariés non-signataires, <b>par Francis SARAMITO, Licencié en Droit, diplômé de l'École libre des Sciences politiques</b> .....	1
ANNEXE : CONVENTIONS ET ACCORDS COLLECTIFS – Clauses institutionnelles dites “normatives” – Mise à disposition des organisations syndicales de moyens modernes de communication (site intranet) – Clauses devant bénéficier à toutes les organisations, même non-signataires.	
<b>Tribunal de grande instance de Nanterre (1<sup>re</sup> Ch. B) 31 mai 2002</b> .....	9

## Documents :

Circulaire portant création d'un document relatif à l'évaluation des risques pour la santé et la sécurité des travailleurs <b>DRT n° 2002-6 du 18 avril 2002</b> .....	10
--	----

## Jurisprudence :

ACCIDENTS DU TRAVAIL – Accident mortel – Faute inexcusable de l'employeur – Droits des membres de la famille de la victime à la réparation de leur préjudice moral peu important qu'ils aient ou non droit à une rente (deux espèces) – Application à des ascendants (première et deuxième espèces) et à des frères et sœurs (deuxième espèce).	
<b>Première espèce : COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 23 mai 2002</b> .....	15
<b>Deuxième espèce : COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 26 septembre 2002</b> .....	16

ACCIDENTS DU TRAVAIL – Salarié d'une entreprise de travail temporaire – Accident en cours de mission – Salarié affecté à un poste présentant des risques pour sa santé sans avoir reçu une formation renforcée à la sécurité et une information adaptée à ses conditions de travail – Faute inexcusable de l'employeur par application de l'article L. 231-8, troisième alinéa du Code du travail.	
<b>COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 27 juin 2002</b> .....	16

APPRENTISSAGE (Contrat d') – Faute professionnelle – Rupture anticipée à l'initiative de l'employeur – Absence d'effet – Salaires dus jusqu'à l'éventuelle résiliation judiciaire du contrat par le juge du fond.	
<b>CONSEIL DE PRUD'HOMMES DE REIMS (référé) 9 juillet 2002</b> .....	17
<b>Note Michel Tanner</b> .....	17

CHOMAGE – Allocations d'assurance chômage – 1) Action en paiement – Prescription – Règlement annexé à la convention du 1 <sup>er</sup> janvier 1994 prévoyant une prescription de deux ans dans son article 88 – Disposition incompatible avec l'article 2277 C. civ. – Application de la prescription de cinq ans prévue par ce texte – 2) Montant – Article 50 du règlement prévoyant une réduction de l'allocation entre 55 et 60 ans lorsque l'allocataire peut prétendre à ou perçoit un avantage de vieillesse – Illégalité, aucune disposition législative ne prévoyant cette réduction – Cumul possible.	
<b>COUR D'APPEL DE LYON (6<sup>e</sup> Ch.) 13 février 2002</b> .....	18

CONTRAT DE TRAVAIL – Employeur – Détermination – Cession du capital social – Absence d'incidence sur la personne de l'employeur – Engagement de garantie d'emploi pris dans le contrat de cession – Opposabilité à la société (oui).	
<b>COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 11 juillet 2002</b> .....	19
<b>Note Arnaud de Senga</b> .....	20

CONVENTIONS ET ACCORDS COLLECTIFS – Intéressement – Formule de calcul liée aux performances – Critère tiré de l'amélioration de la sécurité – Taux de fréquence des accidents de travail – Caractère collectif – Obligation de sécurité du salarié (L. 230-3 C. trav.) – Requalification des primes (non).	
<b>COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 24 septembre 2002</b> .....	<b>20</b>
<b>Note Daniel Boulmier, Maître de conférences à l'Université de Nancy</b> .....	<b>21</b>
FONCTIONNAIRES ET AGENTS PUBLICS - Dispositions applicables - Principe général du droit - Inaptitude à l'emploi - Obligation de reclassement - A défaut d'une telle possibilité, obligation de licencier.	
<b>CONSEIL D'ETAT (7<sup>ème</sup> et 5<sup>ème</sup> sous-sections réunies) 2 octobre 2002</b> .....	<b>23</b>
<b>Note Franck Héas, Maître de conférences à l'Université de Bretagne-Sud</b> .....	<b>24</b>
GRÈVE – Protection - Occupations des locaux de travail – Licenciement pour faute lourde – Charge de la preuve de celle-ci – Employeur n'apportant pas la preuve de la participation personnelle du salarié aux faits – Constats d'huissiers insuffisants – Réintégration du salarié dans son emploi.	
<b>CONSEIL DE PRUD'HOMMES DE CHARLEVILLE-MEZIERES (Référé - Département) 22 novembre 2002</b> .....	<b>28</b>
LICENCIEMENT POUR MOTIF ÉCONOMIQUE – Offre de départ en retraite anticipée dans le cadre d'un plan social – Acceptation par le salarié – Rupture du contrat de travail résultant de l'initiative de celui-ci – Assimilation à un licenciement économique (non) – Absence de droit de l'intéressé à l'indemnité conventionnelle de licenciement.	
<b>COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 25 juin 2002</b> .....	<b>30</b>
LICENCIEMENT POUR MOTIF ÉCONOMIQUE – Obligation de reclassement – Périmètre – Association – Dissolution – Reprise d'activité par les membres.	
<b>COUR D'APPEL DE LIMOGES (Ch. Soc.) 11 juin 2002</b> .....	<b>31</b>
SECURITE SOCIALE – Prestations familiales – Allocation parentale d'éducation – Conditions d'attribution aux élus locaux – Détermination des situations pouvant être assimilée à l'exercice d'une activité professionnelle relevant de la compétence du pouvoir réglementaire – Illégalité de la circulaire déterminant le seuil à partir duquel la perception d'une indemnité doit être assimilée à la rémunération d'une activité professionnelle.	
<b>CONSEIL D'ÉTAT 15 mai 2002</b> .....	<b>34</b>
SÉCURITÉ SOCIALE – Assiette des cotisations – Eléments – Prestation de sécurité sociale (non) – Indemnisation complémentaire perçue par un régime de prévoyance sociale souscrit par l'employeur (oui).	
<b>COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 21 mai 2002</b> .....	<b>35</b>
SECURITE SOCIALE – Prestations familiales – Caisse d'allocations familiales – Obligation d'information à l'égard de l'assuré – Demande préalable de l'allocataire – Nécessité (non).	
<b>COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 17 janvier 2002</b> .....	<b>36</b>
SYNDICATS PROFESSIONNELS – Activités – Affichage de tracts – Contenu – Élections politiques – Appel à faire barrage à l'extrême droite.	
<b>TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE NANTERRE (référé) 3 mai 2002</b> .....	<b>36</b>
TRIBUNAUX – Responsabilité de l'État pour le fonctionnement défectueux du service de la justice – Délai de plus de quatre ans entre la déclaration d'appel et la date de l'audience.	
<b>TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE LILLE (1<sup>re</sup> Ch.) 17 octobre 2002</b> .....	<b>37</b>